

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

6° année / n° 263

du 23 mars au 4 avril 1988

POLITIQUE

Arias servirait de médiateur entre Cerezo et l'URNG.
Le dialogue entre l'URNG et des groupes politiques est encouragé.
L'URNG a proposé une trêve pour la Semaine Sainte.
Les Tchèques ont été remis en liberté.
La vie des Guatémaltèques n'a pas de valeur pour le gouvernement.
Cerezo se rend à Mexico pour trouver un appui politique.

FORCES INSURRECTIONNELLES

L'URNG provoque 581 pertes dans l'armée en 80 jours.
Un village est occupé dans la région ouest.
Nouvelles attaques du mouvement armé.

MOUVEMENT POPULAIRE

Les syndicats appuient la carte pastorale des évêques.

EGLISE

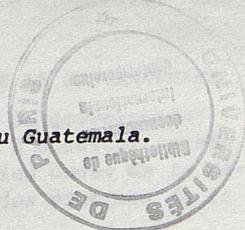
Les évêques se prononcent pour une répartition de la terre.

DROITS DE L'HOMME

La médiation de la CIDH/OEA est requise.
L'arrêt de la violence est demandé à Prague, lors d'une réunion.
Dénonciation de cimetières clandestins.

REFUGIES

Par peur de l'insécurité ils ne rentrent plus au Guatemala.
5.000 réfugiés reviendront-ils au Guatemala ?



4° P. 12315

POLITIQUE

ARIAS SERVIRAIT DE MEDIATEUR ENTRE CEREZO ET L'URNG

Le président du Costa-Rica, Oscar Arias, a accepté le 28 mars dernier de répondre positivement à la demande de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) pour aider à renouer le dialogue. Arias, après une conversation avec Rodrigo Asturias, Luis Becker et Hector Nuila a proposé un calendrier ouvert "pour discuter les problèmes de notre pays, avec la participation de tous les secteurs sociaux" a déclaré Asturias, membre du commandement général de l'URNG.

LE DIALOGUE ENTRE L'URNG ET DES GROUPES POLITIQUES EST ENCOURAGE

Le Centre d'Etudes Politiques (CEDEP) a admis qu'il menait des négociations pour ouvrir la possibilité de conversations entre des groupes politiques organisés et l'URNG, au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue le 25 mars. Les membres du CEDEP ont fait référence à la lettre ouverte de l'URNG, publiée le 7 mars, dans laquelle le mouvement armé lançait un appel à l'Institut politique pour qu'il envisage la possibilité d'un dialogue où seraient présents les commandants de la guérilla et certains dirigeants de groupes politiques qui ont participé aux rencontres organisées par le Centre. L'information a été donnée au siège de cette entité politique, non partisane, par Patricia Guillermo de Chea, la présidente, Edmundo Vasquez Paz, vice-président et Mario Jacobs Lima, secrétaire exécutif.

TREVE DE LA SEMAINE SAINTE PROPOSEE PAR L'URNG

Du fait de la célébration de la Semaine Sainte, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque a proposé au gouvernement la cessation des hostilités, dans un document rendu public le 23 mars par la presse locale. Au contraire des déclarations du ministre de la défense, général Hector Gramajo, qui avait souligné que l'armée ne ferait aucune trêve, Monseigneur Rodolfo Quezada Toruno, président de la Commission nationale de réconciliation a fait un appel général pour "que ne soit tiré aucune balle". Lorsqu'on a demandé à Quezada s'il pensait qu'il y avait la guerre au Guatemala il a répondu que l'on vit une situation anormale depuis déjà vingt ans : "qu'on appelle ou pas cela la guerre, les victimes ont été nombreuses" a-t-il souligné.

LA VIE DES GUATEMALTEQUES N'A PAS DE VALEUR POUR LE GOUVERNEMENT

"La vie des Guatémaltèques est sans valeur pour le gouvernement démocrate-chrétien puisqu'il est plus intéressé à occulter la répression qu'à l'éviter" a-t-on pu entendre sur les ondes de la radio Voz Popular le 1er avril, lors d'un relevé des victimes de la

violence au cours du dernier mois de mars. Selon la radio de l'URNG il y a eu, au cours de cette période, 35 enlèvements, 80 assassinats (dont certains torturés et achevés), 8 disparus et 14 blessés, tous faits commis par les forces de sécurité. Voz Popular a affirmé que le haut commandement militaire et le gouvernement ont mis fin à la vie de plus de 50.000 Guatémaltèques au cours des dernières années. Malgré cela le chancelier Alfonso Cabrera cherche à présenter une image contraire à la réalité comme ce fut le cas, il y a quelques jours, lors d'une réunion de divers organismes de défense des droits de l'homme à Genève. Le bilan de la violence engendrée par l'armée représente actuellement environ 10.000 veuves, 200.000 orphelins, des milliers de réfugiés en terre étrangère et autour d'un million de personnes déplacées dans le pays même ; c'est ce qu'a indiqué la radio.

LES TCHEQUES ONT ETE REMIS EN LIBERTE

Les cinq citoyens de nationalité tchécoslovaque capturés par l'armée et accusés de réaliser des tâches d'espionnage ont été remis en liberté le 24 mars. Le vice-chancelier guatémaltèque, Julio Martini, a déclaré que les citoyens tchèques ne sont pas des espions comme les en avait accusé l'armée et qu'il n'était donc pas nécessaire de les garder à vue. "C'est l'équipement étrange qu'ils ont apporté qui a éveillé les soupçons de l'armée" a déclaré Martini en même temps qu'ils n'iait le fait qu'ils aient été "capturés". De son côté, le ministre de la défense, général Hector Gramajo, a dit que "personne ne veut se charger d'eux" et que donc au lieu d'engager un processus pénal "glissant" il valait mieux régler l'affaire par la voie diplomatique.

CEREZO SE REND A MEXICO POUR TROUVER UN APPUI POLITIQUE

Les présidents Vinicio Cerezo du Guatemala et Miguel de la Madrid de Mexico se sont rencontrés à Cancun les 25 et 26 mars dernier pour concrétiser des appuis politiques et économiques pour le Guatemala. Durant l'entrevue, dans la Caraïbe mexicaine, les présidents se sont engagé à créer des liens de toutes sortes --économiques, touristiques, politiques-- au sud et au nord de la frontière politique commune. Ils ont également décidé d'élargir et de proroger quatre accords (sur l'écologie et le milieu naturel, la coopération en cas de catastrophes, l'assistance scientifique et technique et sur l'appui touristique). De son côté, le Mexique a insisté pour que le Guatemala fasse des efforts pour rapatrier les Guatémaltèques qui se réfugient dans le sud mexicain, en soulignant que ce rapatriement devra être volontaire.

FORCES INSURRECTIONNELLES

L'URNG PROVOQUE 581 PERTES DANS L'ARMEE EN 80 JOURS

581 pertes, entre lesquelles 11 officiers, deux hélicoptères endommagés et 17 armes récupérées, c'est le bilan de 230 actions militaires réalisées par les forces de l'URNG durant les premiers 80 jours de cette année, selon une émission de la radio insurrectionnelle Voz Popular faite le 25 mars. Ces actions, dit la radio de l'URNG, font partie de la campagne insurrectionnelle pour répondre aux opérations de la "Forteresse 88" du haut commandement de l'armée et qui inclut des occupations de villages, des prises de stations de radio et d'autres actions de propagande rebelle. L'URNG a également annoncé, pour la même période, la perte au combat de 5 de ses combattants et de 18 blessés. Ceci au moment où, selon la radio Voz Popular, le ministre de la défense et le président Cerezo affirment que "il n'y a pas de guerre dans le pays".

OCCUPATION D'UN VILLAGE DANS LA REGION OUEST

Des forces de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) ont occupé le chef-lieu municipal de Colomba, Costa Cuca, dans le département occidental de Quetzaltenango et, devant un millier de personnes, ont tenu un meeting durant lequel a été diffusé un message radio de 45 minutes. 6 carabines et 5 revolvers ont été saisis sur les agents de la police nationale, selon une information de la radio Voz Popular datant du 25 mars.

NOUVELLES ATTAQUES DU MOUVEMENT ARME

Cinq attaques contre des détachements et des troupes de l'armée, réalisées dans diverses parties du pays, ont laissé un solde de 28 pertes aux troupes gouvernementales, selon une information donnée par l'URNG. Celle-ci indique que le 25 mars, à Chanchicupe, dans la commune de Tajumulco (San Marcos) des unités de l'URNG ont attaqué une base de patrouilles de l'armée qui ont causé dans celle-ci 20 pertes vérifiées. Par ailleurs, le 26 mars, dans la commune de Dolores (Peten), les troupes insurrectionnelles ont attaqué un détachement militaire de El Chal. Elles ont ensuite soutenu un affrontement avec les troupes gouvernementales qui a signifié pour celles-ci un solde de 4 pertes. De même, le 25 mars, des unités de l'URNG ont occupé durant quatre heures le hameau de Paty, juridiction du chef-lieu municipal de San Rafael Pie de la Cuesta (San Marcos). Selon des sources officielles il y a eu deux embuscades ; l'une dans le Cerro Guache, Ixcán (El Quiché) et l'autre dans le département occidental de Quetzaltenango où 4 soldats ont été blessés lors d'une attaque du mouvement armé à un camion militaire.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES SYNDICATS APPUIENT LA CARTE PASTORALE DES EVEQUES

L'Unité d'Action Syndicale et Populaire (UASP) a réagi pour appuyer, avec sa "bénédition", la carte pastorale "La clameur de la terre", rendue publique le 21 mars par la Conférence épiscopale du Guatemala. Armando Sanchez, dirigeant de la Fédération des syndicats de Travailleurs de l'Etat (FENASTEG), a déclaré qu'au moment où le manque de terre devient évident l'Eglise, comme elle ne l'avait pas fait depuis de nombreuses années, "assume le rôle qui lui est bibliquement dévolu de veiller sur les indigents et de les protéger". Un autre dirigeant de la UASP, Luis Colocho, de l'Union Syndicale des Travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA), a déclaré que la position assumée par l'Eglise ne doit pas être interprétée comme une tentative d'opposer les pauvres et les riches mais comme un essai de conscientisation des secteurs privilégiés pour qu'ils partagent avec leurs frères démunis les bénéfices de la terre. Les deux dirigeants ont estimé que la lettre pastorale constitue un coup de pouce aux efforts faits par la UASP en faveur des classes ouvrière et paysanne.

EGLISE

LES EVEQUES SE PRONONCENT POUR UNE REPARTITION DE LA TERRE

L'Eglise catholique, à l'occasion de la Conférence épiscopale du Guatemala tenue le 21 mars, a pressé les secteurs "hégémoniques" du pays --dont le gouvernement de Vinicio Cerezo-- de mettre en oeuvre des mécanismes qui permettent une meilleure justice sociale dans la répartition de la terre. L'appel est contenu dans une lettre pastorale intitulée "La clameur de la terre" rendue publique par le président de la Conférence épiscopale, Monseigneur Rodolfo Quezada Toruno. Dans celle-ci les évêques analysent "la prostration et la misère dans lesquelles se trouvent les paysans guatémaltèques, pleins de problèmes et de pénuries mais, surtout, impuissants face au manque d'une terre à cultiver pour survivre". Les évêques affirment que la lettre pastorale n'entend pas prôner une réforme agraire mais signaler la nécessité de venir en aide aux paysans ainsi qu'aux personnes qui vivent dans les secteurs marginalisés. La déclaration de la Conférence épiscopale a fait immédiatement réagir le secteur latifundiaire du pays et Roberto Castaneda Solares, président de la Chambre de l'Agriculture a déclaré que "la mission de l'église catholique est d'unir et d'évangéliser et non pas de créer des conflits entre les Guatémaltèques".

DROITS DE L'HOMME

LA MEDIATION DE LA CIDH/OEA EST REQUISE

La Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque (RUOG) a sollicité le 27 mars la médiation de la Commission interaméricaine des Droits de l'homme de l'OEA pour que le président Vinicio Cerezo autorise l'entrée de trois représentants de ce groupe au Guatemala. C'est ce qu'a annoncé à Washington, Frank La Rue, membre de la RUOG, en précisant qu'une demande a été présentée au secrétariat exécutif de la CIDH pour négocier avec le gouvernement guatémaltèque une permission pour qu'ils voyagent au Guatemala "avec toutes les libertés applicables aux personnes qui transitent par le territoire national". La médiation de la CIDH a un caractère humanitaire, a déclaré La Rue qui devrait voyager en compagnie du Dr. Rolando Castillo Montalvo et de la responsable paysanne Rigoberta Menchu.

L'ARRET DE LA VIOLENCE EST DEMANDE A PRAGUE

Le Conseil Mondial de la Paix (CMP), réuni à Prague, a reconnu le 27 mars que le gouvernement guatémaltèque viole systématiquement les droits de l'homme et se refuse à mettre en oeuvre les accords de Esquipulas II. La réunion intégrée par les représentants de 106 pays et les délégués de 50 organisations non gouvernementales signale, dans son rapport final rendu public lors de la session de clôture, que "nous avons eu connaissance de façon détaillée de violations systématiques des droits de l'homme, tant individuelles que collectives dans divers pays" entre lesquels le Guatemala et le Chili. Par ailleurs, l'assemblée plénière a décidé d'envoyer des messages au président Vinicio Cerezo "pour que cessent les crimes contre le peuple et qu'il mette en oeuvre les accords de Esquipulas II". Le CMP a été reconnu par l'ONU comme gardien des droits de l'homme ; il lui enverra donc les informations présentées durant la réunion qui était présidée par Romen Schandra, de l'Inde.

DENONCIATION DE CIMETIERES CLANDESTINS

Des habitants de Joyabaj, dans le département nord-occidental du Quiché, ont dénoncé le 24 mars l'existence de deux cimetières clandestins où se trouveraient probablement les corps de membres de leur famille assassinés en 1983 comme ils l'ont précisé à la presse. La dénonciation a été faite au siège du Groupe d'Appui Mutuel (GAM) et ses auteurs demandent au secrétariat aux droits de l'homme d'enquêter sur l'existence de ces dépôts de cadavres où se trouveraient les corps des victimes de l'armée de cette époque-là. De leur côté des dirigeants du GAM ont annoncé qu'ils feraient une visite dans la commune de Chichicastenango (El Quiché) pour rencontrer les membres du groupe qui habitent dans cette juridiction et qui ont été obligés par l'armée de signer des pétitions adressées au Secrétariat aux droits de l'homme dans lesquels ils indiquent qu'ils ne veulent accuser personne.

Avec ces mesures, poursuit le GAM, on prétend imposer la politique du silence et l'on attend à l'intégrité physique et psychologique des paysans qui ne doivent pas signer des documents s'ils ne sont pas d'accord avec leur contenu et, encore moins, s'ils ne le connaissent pas.

REFUGIES

PAR PEUR DE L'INSECURITE ILS NE RENTRENT PLUS AU GUATEMALA

L'archevêque métropolitain, Mgr Prospero Penados, a affirmé le 24 mars que la majorité des réfugiés qui se trouvent au Mexique désirent revenir dans leur pays mais qu'ils craignent "l'insécurité qui est encore la règle". Penados del Barrio a visité les camps de réfugiés au Mexique fin mars dans le but de leur redonner courage et pour leur témoigner sa solidarité. Les réfugiés refusent de revenir, a dit Penados, tant que persistera le conflit interne. Les réfugiés ont manifesté dans de nombreuses occasions que, outre les affrontements entre les révolutionnaires et les forces de sécurité, ils sont préoccupés par le fonctionnement des villages-modèles, par les pôles de développement et par les patrouilles d'auto-défense civile qui sont promues par l'armée en tant qu'élément de sa politique contre-insurrectionnelle.

5.000 REFUGIES REVIENDRONT-ILS AU GUATEMALA ?

La coordinatrice de la Commission Spéciale d'Aide aux Rapatriés (CEAR), Carmen Rosa de Leon, a déclaré avec optimisme que, dans les deux prochains mois, environ 5.000 réfugiés, sur les 45.000 qui se trouvent au Mexique, reviendraient au Guatemala en provenance des camps du Campeche, Quintana Roo et Chiapas. Pourtant en 1986 et jusqu'au 17 février 1988 seuls 1.435 réfugiés étaient revenus au Guatemala avec l'aide du CEAR. De son côté Jorge Zavala, chef de la zone d'exécution de la commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR), a déclaré le 2 mars à Cancun (Quintana Roo) qu'environ 433 réfugiés guatémaltèques avaient accepté d'être rapatriés entre le 5 avril et la 1er juin tandis que 30 exilés sont arrivés le 27 mars dans les camps du Quintana Roo. Il affirme qu'actuellement il y a dans les trois campements du Quintana Roo 6.815 Guatémaltèques, y compris les 30 qui sont arrivés récemment. Par ailleurs, des réfugiés guatémaltèques, dans une lettre adressée au président Vinicio Cerezo en visite officielle au Mexique, ont exigé des garanties pour leur sécurité personnelle et le respect du droit qu'ils ont de vivre dans leurs lieux de naissance comme conditions préalables à leur retour.